



*Date de dépôt : 26 mai 2026*

## **Rapport**

**de la commission des pétitions chargée d'étudier la pétition pour  
une police municipale reconnue et équipée de moyens de défense  
adéquats pour la sécurité des citoyens et des agents du canton de  
Genève**

*Rapport de Jean-Pierre Tombola (page 5)*

## **Pétition (2259-A)**

### **pour une police municipale reconnue et équipée de moyens de défense adéquats pour la sécurité des citoyens et des agents du canton de Genève**

Par la présente, nous vous adressons une requête empreinte de gravité, mais aussi d'une profonde conviction de votre sens des responsabilités. Elle concerne un enjeu majeur de sécurité publique : la protection physique et institutionnelle des agents de la police municipale de la Ville de Genève et des 16 autres communes disposant d'une police municipale.

Nos concitoyens aspirent à une ville sûre, régie par l'ordre et la justice. Cette aspiration repose, en grande partie, sur l'engagement quotidien des femmes et des hommes de la police municipale, présents sur le terrain, visibles et exposés. Pourtant, cette même police reste aujourd'hui dépourvue des moyens élémentaires nécessaires pour garantir sa propre sécurité, et donc celle de la population. Ce paradoxe, aussi intenable qu'inacceptable, doit cesser.

Alors que les agressions se multiplient et que le climat de violence s'intensifie comme stipulé dans le bilan 2024 de la criminalité genevoise, Genève demeure l'une des très rares villes suisses à maintenir sa police municipale dans un état de sous-équipement manifeste au vu des compétences qui lui sont attribuées. Non dotés d'armes létales, non brevetés, les agents sont confrontés à des dangers croissants sans bénéficier ni de la reconnaissance fédérale (Brevet fédéral de police / BFP) ni des outils indispensables à l'exercice serein et efficace de leur mission.

Cette situation crée une confusion dangereuse auprès du public, qui au vu de nos uniformes signés « police » nous assimile, à tort, à des policiers armés et formés, alors qu'il n'en est rien.

Il est bon de rappeler que les agressions au couteau et avec d'autres armes assimilées sont malheureusement en augmentation, ainsi que toutes les autres incivilités à Genève et à sa frontière directe avec la France. Il suffit de suivre les dernières actualités pour le constater.

Ce décalage entre les attentes citoyennes et la réalité de notre cadre opérationnel génère des risques considérables, pour les agents mais aussi pour les personnes qu'ils s'efforcent de protéger. Il est d'autant plus préoccupant que nos compétences, définies par la législation (LCR, LARM, LEI, LStup), nous amènent à intervenir dans des contextes judiciaires sensibles, parfois

violents, pour lesquels nous ne disposons ni de l'équipement ni de la formation nécessaire.

Il est impératif de rappeler qu'un uniforme n'efface pas l'humanité de celui ou celle qui le porte. Nous sommes des femmes et des hommes, des parents, des conjoints. Nous avons choisi de servir la collectivité, mais nous ne pourrions continuer à le faire efficacement sans protection adéquate, ni reconnaissance institutionnelle.

A ce jour, même l'usage d'un bâton tactique n'est régi par aucune procédure officielle, alors même qu'il est considéré, selon la loi, comme une arme. Cette lacune réglementaire est révélatrice du manque de cadre global et cohérent entourant notre fonction.

Chaque fait divers tragique réveille brièvement les consciences, mais aucune mesure durable n'émerge. Le jeu de renvoi des responsabilités entre autorités politiques et institutions sécuritaires ne peut plus être toléré. Il en va, tout simplement, de nos vies.

Nous posons donc des questions légitimes auxquelles il convient désormais d'apporter des réponses concrètes :

- Que devons-nous entreprendre pour être reconnus à la hauteur des responsabilités qui nous sont confiées ?
- Que faut-il pour que nous obtenions les outils adaptés à la réalité contemporaine de notre métier ?
- Faut-il attendre qu'un drame humain survienne pour que s'impose enfin une prise de conscience politique ?
- Etes-vous prêts à assumer la responsabilité morale, politique et institutionnelle d'un éventuel sacrifice en service ?

Les Genevois et Genevoises ont le droit d'être protégés par leur police municipale et attendent de nos élites une position forte et juste envers nos policiers municipaux avant qu'un drame se produise !

**Pour ces raisons, nous demandons au canton et aux communes genevoises :**

- De s'unir afin de travailler conjointement et de revoir la LAPM (F 1 07) et le RAPM (F 1 07.01) et de donner aux policiers municipaux toutes les compétences utiles à la réalisation de leur mission de proximité.
- De donner aux policiers municipaux genevois la même formation de base que celle dispensée à toutes les polices municipales suisses (Brevet fédéral de police).

- D'équiper les polices municipales de moyens de défense adéquats et pour l'exécution de leur mission de proximité.
- D'équiper les polices municipales de véhicules prioritaires (gyrophares bleus et avertisseurs sonores deux tons alternés) afin de renforcer leur visibilité et leur efficacité sur le terrain.

*N.B. 142 signatures<sup>1</sup>*

Syndicat des polices municipales  
genevoises – SPMG

M. Damien Menetrey

Case Postale 2179

1211 Genève 2

---

<sup>1</sup> Pour information, la pétition est en outre munie d'environ 236 signatures électroniques.

## Rapport de Jean-Pierre Tombola

### Introduction

La pétition P 2259 pour une police municipale reconnue et équipée de moyens de défense adéquats pour la sécurité des citoyens et des agents du canton de Genève a été examinée par la commission des pétitions lors de ses séances des 19 janvier, 20 avril et 4 mai 2026. Pour mener à bien ses travaux, la commission a d'abord auditionné M. Damien Menetrey, président du syndicat des polices municipales, M. David Pastanella, vice-président, et M. Alexandre Follonier, pétitionnaires. Ensuite, la commission a auditionné M. Martin Staub, président de l'ACG, conseiller administratif de Vernier, M. Alexandre Dunand, directeur financier de l'ACG, M<sup>me</sup> Marie Barbey-Chappuis, conseillère administrative de la Ville de Genève, et M. Thomas Lebedinsky, directeur du service de la sécurité de la Ville de Genève. Enfin, la commission a auditionné M<sup>me</sup> Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, et M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante de la police genevoise – DIN.

La commission a été présidée par M. Sandro Pistis ainsi que M<sup>me</sup> Céline Bartolomucci. Elle a été assistée par M<sup>me</sup> Nadia Salama, secrétaire scientifique de commissions (SGGC). Les procès-verbaux ont été tenus avec exactitude par M. Christophe Vuilleumier. Le rapporteur remercie toutes ces personnes de leur précieuse contribution aux travaux de la commission.

### De quoi s'agit-il ?

La pétition 2259 concerne un enjeu majeur de sécurité publique : la protection physique et institutionnelle des agents de la police municipale de la Ville de Genève et des 16 autres communes disposant d'une police municipale. La pétition soulève des préoccupations des femmes et des hommes de la police municipale engagés au quotidien sur le terrain. Ces derniers considèrent que la police est exposée aux dangers et reste aujourd'hui dépourvue des moyens élémentaires nécessaires pour garantir sa propre sécurité face aux agressions qui se multiplient et au climat de violence qui s'intensifie selon le bilan 2024 de la criminalité genevoise. Les pétitionnaires attirent l'attention sur le fait que Genève demeure l'une des très rares villes suisses à maintenir sa police municipale dans un état de sous-équipement manifeste au vu des compétences qui lui sont attribuées.

Face aux attentes citoyennes et aux risques considérables de la réalité opérationnelle des agents de police et à l'augmentation des incivilités à Genève et à sa frontière directe avec la France, les pétitionnaires souhaitent bénéficier d'une reconnaissance fédérale (brevet fédéral de police) qui leur permettrait

d'être dotés d'outils indispensables à l'exercice serein et efficace de leur mission. Les pétitionnaires souhaitent que la police soit reconnue à la hauteur des responsabilités qui lui sont confiées, qu'elle soit adéquatement formée et mieux équipée.

### **Que demande concrètement la pétition ?**

Plus précisément, la pétition demande au canton et aux communes genevoises :

- de s'unir afin de travailler conjointement et de revoir la LAPM (F 1 07) et le RAPM (F 1 07.01) et de donner aux policiers municipaux toutes les compétences utiles à la réalisation de leur mission de proximité ;
- de donner aux policiers municipaux genevois la même formation de base que celle dispensée à toutes les polices municipales suisses (brevet fédéral de police) ;
- d'équiper les polices municipales de moyens de défense adéquats et pour l'exécution de leur mission de proximité ;
- d'équiper les polices municipales de véhicules prioritaires (gyrophares bleus et avertisseurs sonores deux tons alternés) afin de renforcer leur visibilité et leur efficacité sur le terrain.

### **Les points importants retenus à la suite des auditions**

Les auditions de M. Staub, président de l'association des communes genevoises, de la conseillère municipale de la Ville de Genève chargée de la sécurité, ainsi que de M<sup>me</sup> Kast, conseillère d'Etat chargée de la sécurité (DIN), accompagnée de M<sup>me</sup> Bonfanti, commandante de la police cantonale, ont éclairé la commission sur les points suivants :

Pour l'ACG et la Ville de Genève, la répartition des compétences entre le niveau cantonal et le niveau communal n'est pas anodine et doit être respectée. Les définitions et missions de la police de proximité doivent avoir un focus sur la gouvernance et les moyens mis à disposition. La police de proximité doit avoir une formation et le matériel adéquat pour lutter contre la criminalité et une large autonomie dans la définition de ses horaires en fonction du territoire. Il a été rappelé que la formation actuelle de la police municipale est de qualité et est adaptée aux missions. Toutefois, si les missions évoluent, les moyens devront être adaptés.

Les communes ne veulent pas ouvrir les exceptions d'accès au brevet fédéral de police sans cadrage, puisqu'elles craignent l'avalanche de dépenses. Pour avoir le brevet, il faut faire l'ensemble de l'école. Or, les polices

municipales ne vont pas avoir des policiers spéciaux avec le brevet, à côté des agents ordinaires, ce qui nécessiterait en outre une autorisation du canton. Le principe de solidarité est nécessaire au sein des communes. Dès lors, il faut que toutes les communes soient capables d'assumer un éventuel transfert de charge.

Pour le canton, la pétition 2259 est une revendication du syndicat des polices municipales, ce qui est admis. Toutefois, le canton n'étant pas l'employeur, il ne peut évidemment pas se prononcer. Il a été rappelé que la commission judiciaire et de la police traite largement de ces questions en lien avec les polices municipales, dont le PL PLR (PL 13616) et le PL MCG (PL 13546).

La problématique soulevée par la pétition dépasse largement les invites de la pétition puisqu'il est question en fin de compte du *champ missionnel* des polices respectives. La LAPM définit précisément ces missions et donne un catalogue de missions qui sont en l'occurrence optionnelles. L'enjeu relève en réalité de cette possibilité optionnelle. Toutefois, le département a attiré l'attention de la commission sur le fait qu'aucune commune n'assume l'ensemble des missions définies par la loi, la Ville de Genève assumant sans doute 97% de ces missions. Par ailleurs, certaines communes n'ont pas de police municipale et n'assument aucune de ces missions ni en direct ni par délégation.

Du point de vue du département et de la police, une ouverture sur la clarification des compétences des polices municipales est acceptable, mais avec des cautèles. Une clarification sur le basculement des dossiers entre les polices est envisageable, par voie réglementaire. Cependant, il n'y a pas de définition donnée à la police de proximité, raison pour laquelle il est nécessaire de définir les compétences de la police municipale.

Le canton et les communes ont le même avis sur la question du brevet fédéral et, si les missions nécessitent le brevet, ce dernier devra être effectif car, si tel n'est pas le cas, le brevet ne sera pas demandé, étant donné qu'il implique deux ans de formation et est très onéreux. En effet, ce sont les missions qui déterminent tant les moyens devant être déployés que la formation des agents à ce propos.

Durant les travaux de commission, il a été rappelé que les policiers municipaux ont la même formation que les policiers cantonaux en termes de moyens de défense, à l'exception des armes. Les agents municipaux ont des compétences définies par la loi, la formation étant en l'occurrence axée dans ce sens. Le département (DIN) a attiré l'attention sur le fait que le changement de la loi impliquera de changer la formation, ce qui implique que les communes

devront payer les formations, les équipements et les véhicules. Or, les communes craignent le surcoût et n'ont aucune obligation d'avoir une police municipale.

Eu égard à ces informations, la majorité de la commission a voté le dépôt de la pétition P 2259 sur le bureau du Grand Conseil.

Pour plus de détails concernant les échanges et discussion sur cette pétition, je vous laisse le soin de consulter les pages suivantes concernant les travaux de commission.

## **Travaux de commission**

### **Séance du 12 janvier 2026**

#### **Audition des pétitionnaires**

- *M. Damien Menetrey, président du syndicat des polices municipales genevoises*
- *M. David Pastanella, vice-président*
- *M. Alexandre Follonier*

M. Menetrey prend la parole et remercie la commission de cette audition. Il mentionne que le but de cette pétition est de sensibiliser sur les problèmes rencontrés par les polices municipales. Il rappelle que les missions de la police municipale sont fondamentales pour la sécurité dans les communes genevoises et qu'elle permet de tisser des relations au sein de ces dernières. Il rappelle également qu'un brevet fédéral est nécessaire pour garantir la mobilité des agents, ce qui n'est pourtant pas le cas actuellement à Genève. Il estime par ailleurs que la police municipale doit bénéficier des ressources nécessaires pour s'adapter à l'évolution de la criminalité. Il répète que la criminalité ne fait qu'augmenter, les agents municipaux étant confrontés à des situations parfois dangereuses avec les moyens qu'ils ont à disposition. Il remarque que les agents municipaux n'ont pas d'arme. Il signale, cela étant, qu'il existe d'autres moyens qu'une arme de poing, comme le taser qui est répandu en Suisse allemande. Il pense que des solutions existent pour pallier la situation des collaborateurs qui sont parfois confrontés à des armes, notamment des armes à feu.

Il signale que les polices municipales peuvent procéder à des perquisitions, mais uniquement avec l'appui de la police cantonale puisqu'il est nécessaire d'être armé. Il explique également que les agents municipaux sont formés selon les normes de l'Institut Suisse de Police (ISP) et que les instructeurs actuels sont certifiés ISP. Il remarque toutefois que les formations données à



Genève ne sont pas certifiées, ce qui est un non-sens, ce d'autant plus que les polices municipales genevoises sont celles qui exercent le plus de compétences judiciaires en Suisse, exception faite par exemple des Vaudois qui ont toutes compétences. Il remarque que les Genevois ont par exemple plus de compétences que certains agents valaisans, mais il précise qu'un agent genevois devrait faire deux ans de formation à l'ISP pour travailler en Valais. Il déclare que les statistiques signalent que les plus gros problèmes se déroulent au domicile des personnes, lesquelles peuvent être armées, domiciles où les agents municipaux peuvent être amenés à se rendre. Il ajoute que toutes les polices municipales de Suisse sont armées, à l'exception des polices de proximité genevoises. Il précise que ces dernières n'ont pas non plus les feux prioritaires. Il observe que des conjoints et des conjointes se font donc du souci, puisque certains agents se retrouvent à l'hôpital à la suite d'une intervention.

### *Discussion et échange avec les députés*

Un député (PLR) déclare siéger à la commission judiciaire depuis 2009. Il évoque également le rapport de la Cour des comptes sur les polices municipales, ainsi que le PL sur le sujet. Il pense que cette pétition est bienvenue, puisque ce sujet traîne et demeure très insatisfaisant pour tout le monde. Il se demande s'il ne faudrait pas intégrer les polices municipales dans la police cantonale qui serait seule et unique. Il remarque que tous ces problèmes seraient dès lors réglés. M. Menetrey répond que cette discussion s'était déroulée lorsque M. Maudet avait la charge de la police. Il ajoute que le syndicat est prêt à tout, mais il remarque que, dans les cantons où cette fusion a été menée, les communes se sont retrouvées nues, sans personnes uniformées. Il ajoute qu'il serait également nécessaire de connaître, si ce scénario devait se réaliser, les missions qui seraient confiées aux polices de proximité, et les garanties données aux communes. Il mentionne que le syndicat estime que la police cantonale doit fonctionner comme police secours alors que les polices municipales doivent assurer les tâches de proximité alors qu'elles sont dépourvues bien souvent de moyens. Et il rappelle que la police cantonale est souvent débordée alors qu'environ 400 agents de police municipale (APM) sont là, mais ne sont pas utilisés correctement.

Un député (PLR) remarque que ce sont des sujets de gouvernance et d'organisation alors qu'il se demande si en fin de compte le syndicat serait opposé à un rattachement. M. Menetrey répond que le syndicat n'y serait pas opposé, mais il mentionne qu'un projet serait nécessaire. Il déclare qu'il conviendrait de garantir une police de proximité. En réponse à la question d'un député (S) demandant si les agents municipaux ont tout de même des moyens de défense, M. Menetrey répond qu'ils ont un bâton tactique, un spray au

poivre et un gilet pare-balles. Il rappelle que le spray au poivre ne garantit pas une efficacité de 100%. Il précise qu'aux Etats-Unis, on enregistre 600 décès à la suite d'une utilisation de ces sprays dans le domaine carcéral. Il mentionne encore que des techniques de formation à mains nues sont données chaque année, et il remarque que l'on apprend aux policiers municipaux à se cacher derrière une voiture en cas de fusillade. Il ajoute que le bâton tactique est efficace contre une attaque à mains nues, mais que contre une attaque au couteau ou à l'arme de poing cela est peu utile et que, si une attaque au couteau survient contre un agent armé à moins de sept mètres, il sera blessé au minium.

Un député (S) demande si ne pas être armé n'est pas également un moyen de protection, et M. Menetrey déclare que l'agent qui a une arme est responsable de son utilisation. Il estime qu'une arme est une source de problèmes et il ne croit pas qu'il y ait de moyen de défense optimal. Mais il mentionne qu'un équipement adéquat doit être mis à disposition pour assurer les missions qui sont confiées aux agents. Il pense que l'arme permet en fin de compte de désamorcer certaines situations. Il remarque être tombé deux fois devant des armes de poing et s'être senti très seul. De plus, les APM qui s'occupent du Quai 9 sont régulièrement confrontés aux couteaux. A la suite de quoi, M. Follonier remarque que c'est un moyen de défense qui est utilisé en dernier recours. M. Menetrey remarque que le policier qui est confronté à un individu armé d'un couteau peut utiliser sa gazeuse et en dernier recours son arme. Il déclare qu'à Lausanne-Ouest, les agents n'ont pas le droit de sortir l'arme sans l'utiliser. Et il observe que chaque canton possède sa doctrine. M. Pastanella déclare que l'arme est un outil dangereux qui implique de nombreuses responsabilités, mais c'est un outil qui est là pour sauver des vies. M. Follonier évoque les cas AMOC, des cas pour lesquels il s'agit d'intervenir dans des écoles. Or, il remarque qu'en cas de situation grave, l'agent municipal n'aurait d'autre choix que d'appeler la police cantonale. M. Menetrey explique que dans certains cantons des polices municipales ont tous les moyens de défense ainsi que les feux bleus, mais il ne traite pas les affaires, ils font de la remise à la gendarmerie. Dès lors, il mentionne que la question est de savoir pourquoi équiper des corps avec des feux d'urgence et des armes, sachant que ces corps ne les utiliseront jamais, à la différence des polices municipales genevoises qui, elles, traitent les affaires sans avoir les moyens. Il signale que M<sup>me</sup> Kast a demandé à l'ACG la position des communes quant à la police de proximité, et il déclare que l'ACG a demandé à récupérer l'intégralité des compétences de la police de proximité. Or, il observe que la magistrate a mis les pieds au mur et que tout est suspendu.

En réponse à la question d'un député (S) demandant si les agents municipaux seraient favorables à une réduction des missions, M. Menetrey

répond par la négative en mentionnant que la police de proximité fait de la résolution de problème.

Un député (S) demande si les correspondants de nuit devraient avoir des moyens de défense également. M. Menetrey répond que c'est une question qu'il faut leur poser.

Un député (S) mentionne que ce métier présente des risques, et il se demande si l'arme est un moyen de dissuasion ou si l'idée est de l'utiliser. Il se demande en fin de compte si la police genevoise est moins bien formée que dans les autres cantons, et M. Pastanella répond que les formations sont revenues en 2010, mais il déclare qu'il n'y a rien de concret et d'agendé. Il remarque que les polices municipales genevoises n'ont pas de formation complète alors qu'elles sont amenées à assurer des missions plus importantes qu'ailleurs. M. Menetrey ajoute qu'il manque deux ou trois modules pour que les agents puissent obtenir le brevet fédéral. Il rappelle que le souci principal relève de la mobilité qui est interdite aux agents genevois. Il évoque la question de l'uniforme, lequel est en train de changer dans toute la Suisse, et il mentionne que la cheffe de la police ne veut pas entrer en matière. Il pense que cette dernière ne veut pas lâcher de compétences en faveur des polices municipales.

Un député (S) remarque qu'un agent municipal genevois ne peut donc pas être recruté dans un autre canton, et M. Follonier déclare qu'un policier cantonal doit faire une année à Savatan suivie par une année de stage. Or, il remarque que les agents municipaux genevois suivent 8 mois de formation à Genève et font un stage à Genève. Il déclare qu'il manque donc quatre mois de formation.

En réponse à la question d'un député (S) demandant la raison de ce refus systématique, M. Menetrey répond qu'il s'agit de guerres de chefs, certains estimant que ces moyens et le brevet ne sont pas utiles.

Une députée (Ve) remarque que l'école genevoise n'est donc pas reconnue ISP, et M. Menetrey acquiesce. Il déclare qu'à la suite d'une audition à Neuchâtel avec ISP, ces derniers ne seraient pas fermés à les former, mais qu'il faudrait convaincre la commandante de la police genevoise, car à ce jour il ne pouvait rien faire. A la suite de cela, le SPMG a eu un entretien avec cette dernière qui leur a expliqué qu'il fallait voir avec les communes genevoises. Il ajoute que M<sup>me</sup> Bonfanti appartient au comité ISP et met son veto.

La députée (Ve) demande si la demande a été faite à M<sup>me</sup> Bonfanti. M. Menetrey acquiesce, mais il remarque que cette dernière renvoie le syndicat aux communes alors que celles-ci renvoient la problématique au canton. Il évoque alors le PL sur la formation qui avait été traité au parlement, et il

mentionne que le troisième débat ne s'était jamais déroulé puisque M. Maudet avait fait renvoyer le projet aux communes.

En réponse à la question d'une députée (Ve) demandant quels sont les champs hors de la compétence des agents municipaux, M. Menetrey répond que les agents ne peuvent pas intervenir sur un cambriolage, des vols, des agressions et des violences conjugales, etc. Ils doivent la plupart du temps laisser partir les protagonistes par manque de moyens ou, s'ils arrivent à les interpeller, les transmettre à la police cantonale. Il précise que cette dernière n'est pas toujours très contente puisqu'elle est souvent surchargée. Il explique qu'avant les nouvelles compétences, les agents devaient transmettre à la police cantonale leurs affaires afin qu'elles soient traitées. Il remarque que les gendarmes reprochaient aux agents municipaux de leur servir de secrétaire. Dès lors, si on doit enlever les compétences aux polices municipales genevoises, ces derniers ne feraient que des remises à la gendarmerie, ce qui aurait comme conséquences de ne plus avoir de gendarmes dans les rues au vu de la surcharge de travail administratif.

Une députée (Ve) évoque la rénovation des bureaux de la rue du Stand et elle rappelle que des lieux de détention étaient prévus. Elle se demande en l'occurrence comment les agents interpellent les personnes qui peuvent être enfermées dans ces cellules, et M. Menetrey explique qu'en 2014 la Ville de Genève a inauguré un poste équipé de salles de rétention et d'audition sans avoir la possibilité de les utiliser. A ce jour plusieurs communes sont équipées de salles de rétention et d'audition sans pouvoir toutefois jouir de celles-ci. Ces salles de rétention ont été interdites d'utilisation par la Ville de Genève en 2014. M. Pastanella précise que les municipaux n'ont pas les compétences légales pour ce faire. M. Follonier déclare que les agents municipaux sont obligés de se rendre dans les locaux de la police cantonale pour traiter l'affaire. Il précise qu'il arrive que la personne soit transportée d'un poste à un autre, faute de place.

Un député (PLR) demande ce qui sera fait des 13% d'agents qui ne veulent pas du brevet. Il ajoute que des personnes intègrent la police municipale après avoir échoué à entrer dans la police cantonale. M. Menetrey répond que c'est à l'entreprise de prendre les mesures nécessaires pour accompagner les collaborateurs. Il ajoute qu'il est possible de rediriger les personnes vers des services internes. Il signale que certains agents ont échoué à l'examen du bâton tactique mais sont toujours agents. M. Pastanella mentionne que la plupart des agents veulent cette évolution, et M. Menetrey remarque que dire que les agents municipaux le sont devenus après avoir échoué à l'examen de la police cantonale est une légende. M. Follonier mentionne que la mission de la police cantonale relève de l'urgence alors que les agents municipaux s'occupent de la

police de proximité. A la suite de quoi, M. Menetrey répète que la police cantonale est surchargée et que cela se ressent sur le terrain (surtout la nuit). De plus, il rappelle que 12 000 réquisitions de police secours n'avaient pas été traitées en une année selon une étude qui avait été menée il y a quelques années. Il explique qu'il y a un manque d'effectif chronique à Genève et que, selon une étude officielle, il manque environ 700 policiers cantonaux. Dès lors, ce manque d'effectif se répercute directement sur les polices municipales.

Un député (MCG) entend ces revendications. Et il rappelle que Bâle, un canton qui est un canton-ville, n'a pas de police municipale. Et il se demande s'il ne faudrait pas adopter le même modèle à Genève. Il rappelle que des fusions ont déjà eu lieu par le passé, notamment avec la Police de la sécurité internationale (PSI). Il remarque également que Fribourg et Neuchâtel ont supprimé leur police municipale. Il demande alors si les agents municipaux veulent avoir les compétences de la police cantonale ou s'ils souhaitent rester des gardes champêtres. Il signale par ailleurs que plusieurs communes genevoises n'ont pas de police municipale.

M. Menetrey acquiesce, mais il déclare que des contrats sont alors passés entre communes. Il remarque que la police cantonale ne pourrait pas gérer la sécurité sans les polices municipales. Il ajoute qu'il serait intéressant de connaître les réquisitions qui n'ont pas été traitées en 2024 et il déclare que, si les municipaux ne prennent plus les réquisitions, la sécurité à Genève sera mise à mal. A la suite de quoi, M. Follonier rappelle que la LPol a été dissoute pour ramener toute la police cantonale au rang de police d'urgence. Il ajoute qu'intégrer la police cantonale en conservant les tâches de proximité n'est pas un problème.

## **Discussion interne**

Un député (UDC) déclare qu'il faudrait savoir ce que signifie la police de proximité. Il remarque que la problématique est connue depuis des années, et il propose de transférer le dossier à la commission judiciaire.

Une députée (LC) mentionne que ce débat est sans fin, puisque les uns et les autres se renvoient la balle. Elle ne sait pas s'il est pertinent de renvoyer cette pétition à la commission judiciaire, mais elle pense qu'il serait cohérent d'entendre le conseiller d'Etat chargé des communes et la conseillère d'Etat chargée de la police.

Un député (PLR) lit un extrait de PV de la commission judiciaire qui indique que les premiers débats sur le sujet datent de 1815. Il remarque également qu'il y a deux ou trois PL sur le sujet traité au sein de la commission judiciaire qui attend un rapport de la Cour des comptes. Il pense qu'il faut

déposer cette pétition sur le bureau après avoir entendu M<sup>me</sup> Kast afin d'avoir un peu de substance pour le rapport.

Une députée (PLR) partage cette opinion. Elle signale d'ailleurs que les réponses de la conseillère d'Etat ne satisfont pas la commission judiciaire. Et elle pense qu'il serait en effet intéressant de l'entendre, voire de renvoyer cette pétition au Conseil d'Etat pour obtenir enfin une réponse.

Une députée (Ve) ne pense pas qu'il faille renvoyer cette pétition à la commission judiciaire. Elle est en faveur de l'audition des communes ainsi que de l'audition conjointe de M<sup>me</sup> Bonfanti et de la conseillère d'Etat. Elle observe que construire des salles d'audience et des cellules coûte aux communes et elle n'en comprend pas la raison. Elle ajoute que donner un mandat d'arrestation sans les moyens et les lieux n'a pas de sens. Elle aimerait également entendre la personne chargée des formations.

Un député (S) déclare qu'il faut entendre la conseillère d'Etat ainsi que M<sup>me</sup> Barbey afin d'avoir un écho de la Ville de Genève.

Un député (MCG) rappelle que cette pétition émane de la police municipale de la Ville de Genève et il pense qu'il faudrait connaître la position des autres polices municipales du canton. Il indique qu'il faudrait également savoir pour quelle raison la police cantonale n'intègre pas les polices municipales, ce qui est pourtant la tendance dans les autres cantons. Il rappelle qu'il est même question de créer des polices intercantionales.

Une députée (LC) rappelle que la pétition est signée par le syndicat des polices municipales. Elle ajoute être favorable à l'audition de M<sup>me</sup> Kast, mais elle mentionne qu'il faudrait aussi entendre l'ACG qui viendra peut-être avec M<sup>me</sup> Barbey, mais elle déclare qu'il serait important de les entendre ensemble.

Un député (PLR) mentionne être opposé à l'audition de M<sup>me</sup> Bonfanti conjointement à M<sup>me</sup> Kast, puisque la première ne pourra pas répondre librement. Cela étant, il déclare que l'audition conjointe des responsables de police lui semble intéressante.

La présidente propose de voter le renvoi à la commission judiciaire de cette pétition :

Oui : 2 (2 UDC)

Non : 13 (3 S, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve)

Abstentions : –

***Le renvoi de la P 2259 à la commission judiciaire est refusé.***

La présidente passe au vote de l'audition de la conseillère d'Etat :

Oui : 13 (4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : —

Abstentions : 2 (2 UDC)

***L'audition de la conseillère d'Etat est acceptée.***

La présidente passe au vote de l'audition de l'ACG :

Oui : 9 (3 PLR, 1 LC, 2 Ve, 3 S)

Non : —

Abstentions : 6 (2 UDC, 1 PLR, 2 MCG, 1 LJS)

***L'audition de l'ACG est acceptée.***

La présidente passe au vote d'une audition conjointe (Conseil d'Etat, M<sup>me</sup> Bonfanti, ACG, M<sup>me</sup> Barbey) :

Oui : 6 (2 UDC, 2 PLR, 1 LC, 1 Ve)

Non : 5 (1 PLR, 1 LJS, 3 S)

Abstentions : 4 (1 PLR, 2 MCG, 1 Ve)

***Le principe de l'audition conjointe est accepté.***

## **Séance du 20 avril 2026**

### **Audition**

- ***M. Martin Staub, président de l'ACG, conseiller administratif de Vernier***
- ***M. Alexandre Dunand, directeur financier de l'ACG***
- ***M<sup>me</sup> Marie Barbey-Chappuis, conseillère administrative de la Ville de Genève***
- ***M. Thomas Lebedinsky, directeur du service de la sécurité de la Ville de Genève***

M. Staub prend la parole et remercie la commission de cette audition. Il observe que quatre invites de la P 2259 portent sur les compétences, le brevet et les moyens adéquats, mais il remarque que les invites 2 à 4 sont intimement liées à la première invite, l'équipement n'étant pas une fin en soi. Il ajoute que la répartition des compétences entre le niveau cantonal et le niveau communal n'est pas anodine. Il évoque aussi le rapport de la Cour des comptes dont les conclusions sont partielles puisque ce rapport ne s'intéresse pas aux missions de police de proximité de la police cantonale. Mais il mentionne qu'à la suite de ce rapport de nombreux travaux se sont déroulés. Il explique ainsi qu'en juin 2019, ce rapport a été publié, rapport portant sur les polices municipales et non sur la police de proximité, et a été suivi par une audition de la

commission de gestion. Il ajoute qu'un protocole d'accord a ensuite été signé avec le Conseil d'Etat présidant à la mise sur pied d'un groupe de travail. En mars 2021, les discussions ont été ouvertes mais ont priorisé la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe). Il ajoute qu'un groupe de travail politique a toutefois été mis sur pied en 2022 avec un groupe technique qui a démarré au cours de l'été 2022. Il précise que les définitions et missions de la police de proximité étaient la première étape de ce groupe technique, avec un focus sur la gouvernance et les moyens.

Il remarque toutefois que le Conseil d'Etat a abandonné le 3 mai 2023 le transfert de la (FASe) et il mentionne que, le 15 septembre 2023, le groupe politique a validé le rapport du groupe technique avec un accord de principe, moyennant une décision des communes, et à la condition que la compétence soit exercée par l'ensemble des communes – puisque certaines n'ont pas encore cette compétence – et le maintien au sein du canton du personnel.

M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis remarque que les missions de police de proximité se déroulent sur la voie publique et se déploient contre la petite et moyenne criminalité. Elle ajoute que les missions visent également à assurer la tranquillité publique et la circulation, les agents pouvant en outre mener des enquêtes devant répondre aux besoins de la population. Elle remarque que le travail de prévention est un aspect en l'occurrence important à l'égard de la petite et moyenne criminalité compte tenu du taux d'élucidation très bas dans ce registre. Elle ajoute que la police de proximité se différencie par les moyens mis en œuvre par rapport aux autres unités comme police secours. Et elle déclare que l'objectif est de produire de la sécurité, ce qui implique une bonne connaissance du territoire et un partenariat étroit avec les différents organismes qui sont acteurs de ce territoire. Elle déclare que la police de proximité travaille ainsi en réseau impliquant les régies ou les associations, par exemple.

Cela étant, elle déclare que le groupe de travail estime que la police de proximité doit avoir une formation et le matériel adéquat pour lutter contre la criminalité et une large autonomie dans la définition de ses horaires en fonction du territoire.

M. Staub remarque que la police de proximité prend des noms différents selon les pays, comme police communautaire ou police territoriale. Il déclare ensuite que, le 13 décembre 2023, l'ACG a pris une décision de principe sur la reprise de ces missions à la réserve que les communes puissent reprendre l'ensemble des compétences. Mais il remarque que les travaux ont été interrompus en 2024 à la suite de la décision du DIN qui ne souhaitait pas deux corps de police brevetés dans le canton. Et il mentionne que la conseillère d'Etat a dès lors proposé de travailler sur certaines compétences uniquement,



tout en poussant l'ensemble des communes à adopter ce système. Il remarque qu'il n'y a pas eu d'évolution en 2025.

Il déclare que le statu quo n'est pourtant pas une solution pour les communes, puisque les besoins de proximité sont une réalité pour ces dernières. Il déclare, cela étant, qu'il faut éviter de procéder à des transferts de compétences sur le papier pour laisser ensuite les partenaires se débrouiller sur le terrain. Il ajoute qu'une étroite collaboration est une nécessité. Il répète que les discussions sont à l'arrêt pour l'instant, ce d'autant plus que le contexte financier n'est plus le même. Il rappelle que la baisse d'impôt a neutralisé la hausse de la péréquation pour les communes les plus précaires et il déclare que la question des transferts de charges est devenue beaucoup plus sensible. Il indique que ces questions doivent évoluer quoi qu'il en soit, et il remarque que les invites 2 à 4 suivront bien entendu lorsqu'un accord aura été trouvé.

### *Discussion et échange avec les députés*

Un député (PLR) demande comment les prestations de police de proximité s'exercent dans les communes qui n'ont pas de police municipale.

M. Staub répond qu'il faut parler de sécurité de proximité et il mentionne que, si certaines communes l'assurent elles-mêmes, d'autres le font sur délégation auprès d'autres communes, d'autres encore laissant le soin de cette tâche à la police de proximité de la police cantonale qui opère par ailleurs sur l'ensemble des communes.

Un député (PLR) remarque qu'il est donc question de déléguer la sécurité de proximité aux communes sachant que la police cantonale ne l'assure déjà pas forcément. M. Staub répond que c'est le cas, la police cantonale opérant différemment dans les communes qui ont une police municipale exerçant la tâche de sécurité de proximité. Il précise que la question de l'ilotage est par exemple prise en charge complètement par les polices municipales. Cela étant, il indique que la police cantonale n'a pas les effectifs suffisants pour garantir quoi qu'il en soit l'entier de la sécurité de proximité.

Le député (PLR) se questionne sur la façon de comprendre la demande visant à n'opérer aucun transfert de personnel. M. Staub répond que c'est une question financière puisqu'il serait nécessaire pour les communes d'engager du personnel supplémentaire. Il observe qu'il est question de principes pour le moment puisque les modalités d'application prendront des années à être déterminées. Il répète que la situation est plus compliquée puisqu'aucun transfert de personnel n'implique des charges supplémentaires pour les communes. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis mentionne que l'échelon municipal est le bon pour assurer la tâche de sécurité de proximité. Elle précise que les

communes ne disent donc pas non à tout, mais elle mentionne que la discussion s'inscrit dans un contexte plus large.

Un député (PLR) demande comment considérer la question des deux brevets de police pour laquelle le département a réagi. Il se demande si les communes auraient la marge de manœuvre pour imposer le brevet fédéral de police. M. Staub répond que la loi ne le permet pas à l'heure actuelle. Il observe, quoi qu'il en soit, que les missions en question ne nécessitent pas le brevet, un aspect qui, il le rappelle, implique ou non le port de l'arme. Mais il déclare que, si les compétences déléguées entraînent l'entière responsabilité de la lutte contre la criminalité, la question du brevet fédéral se posera à nouveau.

Un député (S) remarque que les communes sont favorables à la première invite et restent dans l'expectative sur les trois autres invites. M. Staub acquiesce, mais il déclare qu'il y a des conditions pour accepter la première invite. Il ajoute que les trois autres invites dépendent en fin de compte des missions déterminées par la première invite. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis remarque qu'il faut en premier lieu déterminer les missions puis les moyens. Elle mentionne que les agents de la Ville de Genève peuvent quoi qu'il en soit se retrouver devant des individus dangereux, et elle comprend la revendication des agents qui sont souvent les primo-intervenants.

Un député (S) déclare que Genève a un policier pour 343 habitants et est dans le top trois en termes d'effectifs au niveau de la Confédération. Il constate que le canton est donc bien doté et il se demande en fin de compte si de nouvelles missions sont nécessaires. M. Staub déclare qu'il y a un biais statistique puisqu'il faut comparer Genève qui a un tissu urbain très important avec d'autres cantons similaires, et non à des cantons plus ruraux. Il rappelle que le fait criminel est plus fréquent en ville qu'à la campagne. Il remarque alors que tout le monde partage l'opinion que la sécurité n'est pas une simple affaire de répression, mais aussi un travail relevant de l'ilotage. Et il déclare que des effectifs sont donc nécessaires. Il pense que la sécurité et la population méritent des discussions, puisque le sujet dépasse les clivages politiques. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis ajoute ne pas avoir le sentiment d'être surdotée en termes d'effectifs de la police municipale. Elle rappelle que le civisme baisse progressivement avec des phénomènes comme la crise du crack qui se développent. Elle ajoute que des priorités doivent maintenant être fixées puisqu'il n'est plus possible de répondre à toutes les sollicitations.

Un député (S) demande si la police municipale est mal formée par rapport à d'autres cantons. M. Staub répond que la formation se rapproche de celle qui est donnée dans le cadre du brevet. Il précise que la différence fondamentale relève de l'utilisation de l'arme. Il ajoute que la formation est de qualité et est adaptée aux missions. Mais il déclare que, si les missions évoluent, les moyens

devront être adaptés. Et il observe que le nombre de candidatures est en augmentation.

M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis ajoute que la formation continue est également soutenue et fait l'objet d'une grande attention pour qu'elle soit la plus pertinente possible.

Le député (S) demande s'il existe des conventions de collaboration entre le canton et les communes qui n'ont pas de police municipale. M. Staub répond qu'il faut différencier les situations, 22 communes n'ayant pas de police municipale originaire de la commune ou d'une autre commune. Il ajoute que des contrats locaux de sécurité existent pour certaines communes comme Vernier ou la Ville de Genève.

M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis précise que ce contrat fixe les missions en collaboration entre les agents municipaux et la police cantonale avec des actions conjointes. Et elle remarque que c'est sur la base d'un diagnostic local de sécurité que les nouvelles priorités sont fixées. Elle répète que 22 communes n'assument aucune charge de sécurité pour le moment alors que toutes les communes ont des problèmes de sécurité de proximité, certaines se reposant uniquement sur le canton.

Le député (S) demande quelle est la différence entre la police municipale et la police de proximité. Il évoque par ailleurs les correspondants de nuit et demande si ces derniers pourraient entrer dans le cadre de ce processus, et M. Staub répond que les interventions relèvent normalement de la police cantonale. Il ajoute que les correspondants de nuit peuvent appartenir au partenariat, mais il n'est pas certain de leur pertinence pour les communes qui n'ont pas de bars alors que, dans des communes urbaines, ils peuvent décharger la police au niveau infra-criminel. Il répète que les polices municipales sont plus efficaces en termes de sécurité de proximité, et il remarque que, si un jour cette compétence revient aux communes, l'ensemble de ces dernières devront assumer cette tâche.

Une députée (PLR) rappelle que la commission judiciaire et de la police débat de la question des effectifs. Elle se demande si les communes sont d'accord d'équiper les polices municipales de moyens de défense adéquats. Elle se demande si, en termes d'efficacité, ces moyens seraient pertinents. Et elle se demande quels seraient les moyens de défense adéquats. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis ne pense pas que l'arme soit indispensable pour assurer des missions de proximité, mais elle déclare que, pour le sentiment de sécurité des agents qui peuvent se retrouver face à des individus dangereux, l'arme peut être rassurante. M. Staub remarque que l'arme est devenue presque un objet sacré cristallisant certaines facettes de la sécurité. Mais il rappelle en l'occurrence

que la police londonienne n'est largement pas armée. Il pense qu'il est dommage de se focaliser sur cette question. Il rappelle que certaines polices sont armées, mais ne sortent pas tout le temps avec l'arme. A la suite de quoi, M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis rappelle que les agents municipaux ont déjà le bâton tactique.

Une députée (PLR) constate que les communes sont donc opposées à l'arme. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis répond ne pas avoir d'avis, et elle répète comprendre que les agents revendiquent l'arme selon les situations.

Une députée (PLR) se demande ce qu'il faut penser du sentiment de sécurité de la population. Elle pense que le problème, en fin de compte, est de constater qu'en cas de cambriolage les agents municipaux ne peuvent pas réagir.

M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis répond que c'est une question de compétences. M. Staub précise que cette situation n'est pas dans le cahier des charges des agents municipaux. Il ajoute que l'arme pourrait être un problème dans une situation de ce type puisque l'agent municipal serait armé sans pouvoir intervenir pour autant. Il rappelle par ailleurs que la criminalité est en baisse à Genève, ce qui n'empêche pas le sentiment d'insécurité de la population. Il rappelle, cela étant, que pour les personnes de plus de 80 ans, la principale raison qui les inquiète relève des trotinettes et des vélos, alors que pour les moins de 25 ans, c'est le harcèlement de rue. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis mentionne que doter les agents municipaux d'armes ne renforcera pas le sentiment de sécurité de la population compte tenu des missions qui sont les leurs.

Un député (PLR) demande quel est le pourcentage d'ACM actuels qui ne pourraient pas entrer dans la police de proximité.

Un député (LJS) répond que cette question n'a pas été analysée puisqu'il faudrait connaître le niveau de formation de tous les APM. Il ajoute que la réflexion n'a pas pris en compte la nécessité d'avoir l'entier des agents brevetés.

Une députée (Ve) remarque qu'en cas de braquage, les agents municipaux ne peuvent pas intervenir.

Un député (LJS) répond qu'ils ne doivent pas réagir.

Une députée (Ve) observe qu'il y a des lieux de détention dans les postes de la police municipale et elle se demande pourquoi voter des budgets pour ces lieux alors que les agents municipaux n'ont pas de compétences en la matière et ne peuvent pas les utiliser. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis répond que ce sont des cellules de détention dépourvues de vidéo, qui a été demandée depuis des années. M. Staub ajoute que ces cellules ne peuvent pas être utilisées pour le moment, mais pourraient décharger la police cantonale.

Une députée (Ve) demande s'il est possible de réfléchir à la passerelle entre la police municipale et la police cantonale, passerelle qui a été évoquée par les pétitionnaires. M. Staub répond comprendre la question de la mobilité professionnelle, mais il mentionne que ce n'est pas une question qui se pose à l'heure actuelle.

La députée (Ve) demande si la police diplomatique est comprise dans les statistiques évoquées par le député (S), et M. Staub acquiesce.

Un député (UDC) pense qu'il ne faut pas comparer la criminalité entre Genève et les autres cantons. Il estime qu'il faut relever le discernement des magistrats communaux quant à l'arme qui donne un sentiment de toute-puissance. Il ajoute que l'arme ne sert à rien à Genève. Il se demande alors si les syndicats représentent l'ensemble des corps de police, et il demande s'il y a des contacts avec les chefs de poste de la police cantonale. M. Staub ne discute pas de la représentativité des syndicats pour éviter toute polémique. Il ajoute qu'il y a des liens avec les chefs de poste, lesquels sont représentés au sein des discussions avec le canton. Le même député (UDC) demande si les chefs de poste ont une vision similaire à celle des syndicats, et M. Staub répond que cela dépend des sensibilités.

Une députée (LC) déplore les délais concernant cette problématique qui est discutée depuis des années. Elle demande ce qui est fait pour relancer les discussions. Elle demande si les communes accordent la possibilité de passer le brevet si un agent le sollicite. Elle se demande si le brevet ne serait pas nécessaire si les agents municipaux ont une arme. Elle évoque ensuite les injonctions du canton et elle se demande ce qui légitime cette prise de position puisque, si les agents de la police de proximité de la police cantonale se retrouvent intégrés dans des polices municipales, personne n'y perdra. M. Staub répond que les communes ne veulent pas ouvrir ces possibilités sans cadrage puisqu'elles craignent l'avalanche de dépenses. Il observe que, pour avoir le brevet, il faut faire l'ensemble de l'école, et il remarque que les polices municipales ne vont pas avoir des policiers spéciaux avec le brevet, à côté des agents ordinaires, ce qui nécessiterait en outre une autorisation du canton. Il mentionne ensuite que le principe de solidarité est nécessaire au sein des communes et il déclare qu'il faut dès lors que toutes les communes soient capables d'assumer un éventuel transfert de charge.

En réponse à la question d'une députée (LC) demandant si voter la pétition permettrait de relancer le débat, M. Staub répond que les discussions sont très serrées et il remarque que les communes aimeraient continuer les débats. Mais il mentionne qu'il ne faut pas saucissonner les sujets puisque toutes les problématiques sont liées.

Un député (MCG) demande s'il y a eu des blessés au sein des agents municipaux. M<sup>me</sup> Barbey-Chappuis répond qu'il y a eu quelques cas d'agression, soit sept au cours des trois dernières années, et M. Staub ajoute que les actes d'irrespect sont plus fréquents.

Le président remarque que les policiers municipaux dans le reste de la Suisse ont le brevet et il se demande comment expliquer que seul Genève fasse exception. Il rappelle que détenir le brevet ne revient pas à autoriser le port de l'arme. M. Staub répond que le brevet n'est pas nécessaire pour assurer les missions de la police municipale. Il indique que, en Valais, les agents exercent plus de compétences et n'ont pas le brevet.

Un député (MCG) déclare que l'on entend souvent les termes « petite et moyenne criminalité », et il demande si les communes ont une liste énumérant ces différents actes, et M. Staub répond que la question des missions est fixée par la loi, ces termes étant d'usage courant. Il ajoute que ces crimes relèvent également d'un classement statistique.

Un député (MCG) observe que ces termes veulent tout et rien dire, mais il remarque que les personnes qui ne sont pas des professionnels dans le domaine ne savent pas forcément de quoi il retourne. M. Staub répond qu'au quotidien, les missions sont extrêmement claires.

Le président rappelle que la commandante de la police et la conseillère d'Etat seront entendues prochainement.

## Séance du 4 mai 2026

### Audition

- *M<sup>me</sup> Carole Anne Kast, conseillère d'Etat*
- *M<sup>me</sup> Monica Bonfanti, commandante de la police genevoise – DIN*

M<sup>me</sup> Kast prend la parole et déclare que cette pétition est une revendication du syndicat des polices municipales, ce qui est admis. Elle ajoute qu'elle a déjà été transmise en interne, mais que, le canton n'étant pas l'employeur, il ne peut évidemment pas se prononcer. Elle signale par ailleurs que la commission judiciaire et de la police traite largement de ces questions. Elle observe en l'occurrence compter cinq objets sur des questions en lien avec les polices municipales qui sont déposées au sein de cette commission, le double au sens plus large. Elle explique alors que cette problématique dépasse largement les invites de la pétition puisqu'il est question en fin de compte du *champ missionnel* des polices respectives. Elle rappelle que la LAPM définit précisément ces missions et donne un catalogue de missions. Mais elle remarque que ces dernières sont en l'occurrence optionnelles et elle estime que

l'enjeu relève en réalité de cette possibilité optionnelle. Elle rappelle alors qu'aucune commune n'assume l'ensemble des missions définies par la loi, la Ville de Genève assumant sans doute 97% de ces missions. Elle rappelle par ailleurs que certaines communes n'ont pas de police municipale et n'assument aucune de ces missions ni en direct ni par délégation. Elle déclare alors qu'il est possible de tout envisager à part l'option. Mais elle mentionne que, si une règle est fixée, il faudra que toutes les communes assument les missions qui auront été arrêtées. Elle remarque que la situation optionnelle n'est, quoi qu'il en soit, pas souhaitable puisque cela laisse des « trous dans la raquette ». Elle évoque par exemple la gestion des terrasses et des horaires de terrasses en mentionnant que, pour la Ville de Genève, la police municipale assume complètement cette tâche, alors que dans d'autres communes, aucune règle n'est définie. Et elle précise que dans ce cas de figure la police cantonale ne peut rien faire.

Elle signale que d'autres champs ne sont pas du tout assurés par les polices municipales, notamment en matière de circulation routière. Seule la Ville de Genève intervient à l'égard des trottinettes, et elle remarque que cette compétence qui est pourtant communale retombe en fin de compte sur la police cantonale. Elle évoque alors les différents PL sur le sujet et remarque que la police préfère presque le projet du MCG (PL 13546). Elle observe que le PL de l'UDC (PL 13613) est, pour sa part, presque similaire au contenu de la pétition. Elle ajoute que les motions sont pour leur part moins claires.

Elle déclare donc que, du point de vue du département et de la police, une ouverture sur la clarification des compétences des polices municipales est acceptable, mais avec des cautèles. Elle mentionne qu'une clarification sur le basculement des dossiers entre les polices est envisageable, par voie réglementaire. Elle déclare encore que l'on peut imaginer des compétences complémentaires entre les polices – les zones 20 et 30 par exemple pouvant être de compétence municipale, le reste de compétence cantonale. Elle précise qu'il est aussi possible de jouer sur les horaires. Elle ajoute qu'il est aussi possible d'imaginer des compétences conjointes, la police municipale pouvant par exemple enregistrer des plaintes simples. Elle déclare que la numérisation de ces plaintes permettrait d'ouvrir cette compétence aux polices municipales. Elle ajoute qu'il s'agirait d'un élargissement de la prestation à la population.

Elle en vient alors à la pétition et remarque que la LAPM est une loi et elle mentionne qu'une modification impliquera un regard du Grand Conseil. Cela étant, elle mentionne que ce travail est en cours. Elle ajoute qu'il n'y a pas de définition donnée à la police de proximité, raison pour laquelle il est nécessaire de définir les compétences de la police municipale. Elle signale ensuite que le canton et les communes ont le même avis sur la question du brevet fédéral et

elle déclare que, si les missions nécessitent le brevet, ce dernier devra être effectif. Mais elle déclare que, si tel n'est pas le cas, le brevet ne sera pas demandé, car il implique deux ans de formation et est très onéreux. Elle ajoute que ce sont aussi les missions qui déterminent tant les moyens devant être déployés que la formation des agents à ce propos. Elle rappelle par ailleurs que les policiers municipaux ont la même formation que les policiers cantonaux en termes de moyens de défense, à l'exception des armes. Elle ajoute que les policiers municipaux ont aussi une paire de baskets pour se retirer selon la situation si cette dernière ne s'intègre pas dans leur *champ missionnel*.

### ***Echanges et discussion avec les députés***

Un député (PLR) ne connaissait pas les termes *champ missionnel*. Il demande si les APM et les agents de sécurité publique ne devraient pas avoir les mêmes compétences. M<sup>me</sup> Kast répond que c'est une vaste question. Elle mentionne que, si le Grand Conseil parvient à convaincre les communes de placer tous les APM sous commandement cantonal tout en payant les salaires, elle serait d'accord. Mais elle ne pense pas que les communes seraient d'accord. Elle déclare, cela étant, que mettre les différents corps de police au même niveau impliquerait des moyens financiers très importants.

M<sup>me</sup> Bonfantin déclare que la situation actuelle n'est pas satisfaisante sous l'angle opérationnel. Elle ajoute que certaines prérogatives des polices municipales ne sont pas exercées, ce qu'il faut résoudre. Elle pense qu'il faut fixer des compétences exclusives pour les APM, et ce pour l'ensemble des communes. Elle indique avoir rencontré les pétitionnaires à propos de la formation, et elle rappelle que la formation des policiers a été insérée dans le cadre de la formation policière suisse. Elle déclare que ce n'est pas le cas des APM dont la formation est cantonale. Mais elle remarque que les APM peuvent avoir une reconnaissance pour certains modules d'agents de sécurité publique.

En réponse à la question d'une députée (LC) demandant s'il y a des discussions en cours sur ces sujets actuellement et si des solutions se profilent, M<sup>me</sup> Kast répond qu'un commandement uniquement cantonal serait plus simple, mais elle déclare que les financements sont absents. Elle estime que cette piste de réflexion est théorique et n'est pas réaliste, ce d'autant plus qu'une modification constitutionnelle serait nécessaire. Elle déclare ensuite que les discussions ont été entamées lors de la dernière législature communale, et elle remarque qu'aucune solution n'a alors été trouvée, sans doute en raison d'une mauvaise compréhension. Elle répète que l'enjeu est de savoir quelles sont les obligations des communes en la matière. Elle mentionne que les travaux ont été suspendus à la fin 2024, et elle remarque que les débats ont depuis lors repris. Mais elle rappelle que la baisse d'impôt est venue durcir les



positions puisque les communes ont vu des volants de manœuvre supprimés. Elle rappelle de plus que l'ACG est une grosse machinerie. Elle remarque qu'il a donc été décidé de reprendre les débats sur la protection civile qui implique moins de tensions, ce d'autant plus au vu du G7 qui se profile et qui mobilise très largement la police cantonale. Elle mentionne encore que les communes ne parviennent pas à traiter six dossiers en même temps, raison pour laquelle il faut choisir les projets.

Une députée (LC) demande si un signal du parlement pour indiquer qu'il s'agit d'une priorité serait le bienvenu. M<sup>me</sup> Kast répond qu'une pétition ne servira pas à grand-chose. Elle estime que c'est le PL PLR (PL 13616) qui serait le meilleur signal, même si sa rédaction ne va pas. Mais elle déclare que c'est la commission judiciaire qui s'en occupe. Quant au PL MCG (PL 13546), elle mentionne qu'il s'agit de jusqu'au-boutisme bien que, dans l'esprit, il pourrait générer des principes de coordination. Elle rappelle que les communes ont beau jeu puisqu'elles parviennent à lever une partie du parlement contre l'autre.

Un député (S) déclare que l'exposé des motifs de la pétition est très sombre avec un constat de vulnérabilité de ces agents municipaux. Mais il mentionne que le rapport de la police cantonale 2025 semble beaucoup plus positif, évoquant notamment une diminution de la criminalité. Il se demande si cantonaliser les polices et armer tous les agents n'est pas faire fausse route. Il évoque également les scandales de la police lausannoise et il se demande si renforcer les polices municipales n'est pas une mauvaise idée en dessous d'une masse critique et d'une formation suffisante. M<sup>me</sup> Kast répond que les agents de la police lausannoise détiennent le brevet fédéral de police. Et elle ne croit pas qu'il soit possible de dire que les problèmes à Lausanne relèvent de la formation ou de la masse critique. Elle pense que les problèmes proviennent d'ailleurs. A la suite de quoi, M<sup>me</sup> Bonfanti mentionne que la police municipale lausannoise était à la pointe de l'éthique et de la déontologie au début des années 2000, et elle pense que l'intervention de nombreux consultants externes est venue troubler la situation et notamment la crédibilité hiérarchique. Elle ajoute que Lausanne n'a pas non plus d'Inspection générale des services (IGS). Elle imagine que des décisions devraient être prises à l'interne, notamment à l'égard du langage utilisé, et elle mentionne que c'est à la hiérarchie de détecter ces signes. Elle signale par ailleurs que laisser des agents 20 ans dans des positions très exposées, comme le poste des Pâquis, implique inévitablement la responsabilité de la hiérarchie. Elle observe que ce type de problème peut également advenir à Genève en évoquant la brigade des mœurs. Elle remarque que partir du principe que l'expérience de ces agents justifie leur maintien au même poste peut constituer une erreur sur le long terme. Elle remarque que des

réflexions sont donc en cours au sein de la police genevoise. Elle rappelle par ailleurs que la police cantonale genevoise abrite 1000 métiers, ce qui n'est pas forcément le cas à Lausanne. Elle mentionne que, si la police lausannoise était intégrée dans la police cantonale vaudoise, les possibilités seraient d'autant plus nombreuses avec des environnements très différents. Elle en vient à l'exposé des motifs de la pétition et déclare que la situation n'est pas aussi sombre. Elle remarque que les résultats qui ressortent des statistiques montrent une amélioration. Elle mentionne que de nombreux APM sont contents avec ce qu'ils font et ne voudraient pas d'arme. M<sup>me</sup> Kast acquiesce et déclare s'être occupée durant 15 ans de policiers municipaux et elle remarque que peu d'entre eux souhaitaient avoir une arme, les uns et les autres préférant la résolution de conflit.

Un député (S) demande si un policier genevois peut se faire engager dans un autre canton. M<sup>me</sup> Kast répond que les agents municipaux à Genève ne sont pas titulaires du brevet fédéral de police alors que les autres polices municipales en Suisse le demandent. Mais elle répète qu'ils pourraient assez vite obtenir une attestation d'agent de sécurité publique. Elle déclare que la différence entre un policier cantonal et un policier municipal est en quelque sorte similaire à la différence qui existe entre une infirmière et une aide-soignante.

Un député (S) remarque que les polices municipales n'ont pas les mêmes compétences que la police cantonale, ce qui explique pourquoi les moyens diffèrent. M<sup>me</sup> Kast acquiesce. Elle ajoute que les agents municipaux ont des compétences définies par la loi, la formation étant en l'occurrence axée dans ce sens. M<sup>me</sup> Bonfanti précise que les APM ne peuvent pas traiter de délits.

Un député (S) demande s'il est possible de considérer une lutte de classes entre les policiers cantonaux, qui ne veulent pas lâcher de compétences, et les policiers municipaux. M<sup>me</sup> Kast répond que c'est la loi qui fixe les règles et non les policiers. Elle ajoute que changer la loi impliquera de changer la formation, et elle remarque que ce seront les communes qui devront payer les formations, les équipements et les véhicules.

Un député (UDC) déclare que porter une arme est une vraie question et il constate que certains n'ont en effet pas envie de porter d'arme. Il observe que certains sont des « Rambo » et il estime qu'avoir une arme donne un sentiment de puissance. Il rappelle qu'il y a 20 ans, certains agents de la police judiciaire portaient trois armes. Il imagine par ailleurs que les interventions avec des armes sont très rares. M<sup>me</sup> Bonfanti répond qu'il y a des tirs environ une fois par année pour l'ensemble du corps de police armé.

Un député (S) déclare avoir vu uniquement des policiers cantonaux lors du tour des cyclistes de Plainpalais. Il demande quel serait le volume de tâches assurées par la police cantonale que pourrait reprendre la police municipale. M<sup>me</sup> Bonfanti répond que cet événement s'est déroulé un dimanche et elle rappelle que les polices municipales travaillent peu le dimanche. M<sup>me</sup> Kast répète que les communes n'ont aucune obligation d'avoir une police municipale. Elle observe que Bernex a organisé cette année une journée Pédibus et a demandé à avoir quatre policiers cantonaux, mais elle remarque que le département a refusé cette demande en répondant que cette commune devait se tourner vers sa police municipale ou des bénévoles. Elle rappelle que la protection civile ou des agents privés peuvent également gérer des accès véhicules.

### ***Discussion interne***

Un député (UDC) propose l'audition de l'association des chefs de poste qui représente la sensibilité de tous les postes et pas forcément celle du syndicat. Il pense que cette audition permettrait de préciser les véritables besoins.

Une députée (LC) estime que cette audition était très intéressante. Elle ajoute avoir compris que des PL étaient étudiés au sein de la commission judiciaire, raison pour laquelle elle est mal à l'aise de traiter cette pétition qu'elle ne peut que refuser en l'état. Elle mentionne qu'il faut soit renvoyer cette pétition à la commission judiciaire, soit la déposer.

Une députée (PLR) déclare partager cette opinion. Elle ajoute être ravie d'entendre que la proposition PLR est intéressante et devrait initier le débat. Elle suggère donc le dépôt de cette pétition sur le bureau du Grand Conseil.

Un député (S) déclare que cette problématique revient toujours à la question des compétences, et il mentionne que son groupe propose le dépôt de cette pétition sur le bureau.

### **Votes**

La présidente passe au vote de la proposition d'audition de l'association des chefs de poste :

Oui : 3 (2 UDC, 1 PLR)

Non : 10 (2 MCG, 3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 LC, 1 PLR)

Abstentions : 2 (2 PLR)

***Cette audition est refusée.***

La présidente passe au vote du renvoi de la P 2259 à la Commission judiciaire :

Oui : 7 (1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 1 PLR, 2 UDC)

Non : 8 (3 S, 2 Ve, 3 PLR)

Abstentions : –

***Cette proposition est refusée.***

**La présidente passe au vote du dépôt de la P 2259 sur le bureau du Grand Conseil :**

Oui : 12 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 2 UDC, 1 LC, 3 PLR)

Non : –

Abstentions : 3 (2 MCG, 1 PLR)

***Le dépôt de la P 2259 sur le bureau du Grand Conseil est accepté.***

*Catégorie de traitement préavisée : II (30 min)*

## Conclusion

Mesdames et Messieurs les députés,

Les pétitionnaires expriment les préoccupations des agents de police municipale engagés au quotidien sur le terrain. Ils considèrent que la police municipale est exposée aux dangers et reste aujourd'hui dépourvue des moyens élémentaires nécessaires pour garantir sa propre sécurité face aux agressions qui se multiplient et au climat de violence qui s'intensifie.

Face aux attentes citoyennes et aux risques considérables de la réalité opérationnelle des agents de police, l'augmentation des incivilités et la proximité de Genève de par sa frontière directe avec la France, les pétitionnaires souhaitent que la police municipale puisse bénéficier d'une reconnaissance fédérale (brevet fédéral de police) qui leur permettrait d'être dotés d'outils indispensables à l'exercice serein et efficace de leur mission.

Plus précisément, la pétition demande que la police soit reconnue à la hauteur des responsabilités, qu'elle soit adéquatement formée et mieux équipée.

Les auditions de M. Staub, président de l'association des communes genevoises, de la conseillère municipale de la Ville de Genève chargée de la sécurité, ainsi que de M<sup>me</sup> Kast, conseillère d'Etat chargée de la sécurité (DIN), accompagnée de M<sup>me</sup> Bonfanti, commandante de la police genevoise, ont éclairé la commission sur les points plusieurs points concernant notamment :

Pour l'ACG et la Ville de Genève, la répartition des compétences entre le niveau cantonal et le niveau communal n'est pas anodine et doit être respectée.

Les définitions et missions de la police de proximité doivent avoir un focus sur la gouvernance et les moyens mis à disposition. La police de proximité doit avoir une formation et le matériel adéquat pour lutter contre la criminalité et une large autonomie dans la définition de ses horaires en fonction du territoire, étant bien entendu que la formation actuelle de la police municipale est de qualité et est adaptée aux missions. Toutefois, si les missions évoluent, les moyens devront être adaptés.

Les communes ne veulent pas ouvrir les exceptions d'accès au brevet fédéral de police sans cadrage, puisqu'elles craignent l'avalanche de dépenses. Pour avoir le brevet, il faut faire l'ensemble de l'école. Or, les polices municipales ne vont pas avoir des policiers spéciaux avec le brevet, à côté des agents ordinaires, ce qui nécessiterait en outre une autorisation du canton. Le principe de solidarité est nécessaire au sein des communes. Dès lors, il faut que toutes les communes soient capables d'assumer un éventuel transfert de charge.

Pour le canton, la pétition 2259 est une revendication du syndicat des polices municipales, ce qui est admis. Toutefois, le canton n'étant pas l'employeur, il ne peut évidemment pas se prononcer. Par ailleurs, la commission judiciaire et de la police traite largement des questions en lien avec les polices municipales, dont le PL PLR (PL 13616) et PL MCG (PL 13546).

La problématique soulevée par la pétition dépasse largement les invites de la pétition puisqu'il est question en fin de compte du *champ missionnel* des polices respectives. La LAPM définit précisément ces missions et donne un catalogue de missions qui sont en l'occurrence optionnelles. L'enjeu relève en réalité de cette possibilité optionnelle. Cependant aucune commune n'assume l'ensemble des missions définies par la loi. Certaines communes n'ont pas de police municipale et n'assument aucune de ces missions ni en direct ni par délégation.

Le canton et les communes ont le même avis sur la question du brevet fédéral et, si les missions nécessitent le brevet, ce dernier devra être effectif car, si tel n'est pas le cas, le brevet ne sera pas demandé, car il implique deux ans de formation et est très onéreux. En effet, ce sont les missions qui déterminent tant les moyens devant être déployés que la formation des agents à ce propos.

Durant les travaux de commission, il a été rappelé que les policiers municipaux ont la même formation que les policiers cantonaux en termes de moyens de défense, à l'exception des armes. Les agents municipaux ont des compétences définies par la loi, la formation étant en l'occurrence axée dans ce sens. Le département (DIN) a attiré l'attention sur le fait que le changement

de la loi impliquera de changer la formation, ce qui implique que les communes devront payer les formations, les équipements et les véhicules. Or, les communes craignent le surcoût et n'ont aucune obligation d'avoir une police municipale.

Mesdames et Messieurs les députés,

Cette pétition soulève des préoccupations des syndicats de police. Leurs préoccupations ont été entendues par la commission. Cependant, eu égard aux éléments qui vous ont été présentés, et étant donné que la commission judiciaire et de la police traite des projets de lois en lien avec la police, la majorité de la commission a voté le dépôt de la pétition 2259 sur le bureau du Grand Conseil et vous recommande de faire de même.